



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE

de la décision de la Commission modifiant la décision C(2015)8670 relative à la mesure individuelle en faveur de la République Islamique de Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement (FED)

Document relatif à l'action pour le Programme d'appui à la mise en œuvre du 11^e FED (PAMO FED 11)

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Programme d'appui à la mise en œuvre du 11 ^e FED (PAMO FED 11) Numéro CRIS: MR/FED/038475	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République islamique de Mauritanie L'action sera menée sur l'ensemble du territoire du pays.	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) 11 ^e FED	
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Mesures d'appui/Bonne gouvernance	Aide publique au développement ¹ : OUI
5. Montants concernés	Coût total estimé: 21 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 21 000 000 EUR 13,1% du PIN 11 ^e FED	
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Approche projet Gestion indirecte avec la République islamique de Mauritanie composante N° 1, 2 et 4. Gestion indirecte avec une agence d'un État membre (convention de délégation avec Expertise France: Composante N°3 appui à la réforme des Finances publiques)	
7. a) Code(s) CAD	Cette partie demeure inchangée	

¹ L'Aide publique au développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement »

b) Principal canal de distribution	Cette partie demeure inchangée
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Cette partie demeure inchangée
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	Cette partie demeure inchangée
10. Objectifs de développement durable (ODD)	Cette partie demeure inchangée

RESUME

Le texte suivant est ajouté en dernier paragraphe du résumé:

« 1 L'augmentation du plafond financier du programme avec une nouvelle composante (composante N°4 pour compléter le financement du projet routier pour la réhabilitation de la route Nouakchott-Rosso.

2 La modification des activités de la composante « Appui à l'Ordonnateur national » avec absorption d'activités de la phase 2 par la phase 1.

Avec la modification de l'avenant N°3, la CF PAMO 11^e FED aura quatre composantes:

-Composante N°1 Appui à l'ON. (5 300 000 EUR)

-Composante N°2 Facilité de Coopération Technique (FCT: 3 900 000 EUR)

-Composante N°3 Appui Finances Publiques-(PAGODA avec Expertise France: 4 000 000 EUR)

- Composante N°4 appui à la relance des travaux de réhabilitation de la route Nouakchott Rosso (marché de travaux: 7 000 000 EUR).

La réhabilitation de la route Nouakchott-Rosso reste la priorité principale attendue de la coopération UE par les autorités mauritaniennes. Ce chantier, commencé sous le 10^e FED, a connu beaucoup de retards, en lien avec la résiliation du premier contrat de travaux. Le contrat de relance avec un nouvel entrepreneur a été signé en novembre 2017 et les travaux devraient commencer début 2018 (44 500 000 EUR). L'enveloppe disponible suite à la résiliation ne permettra de réaliser que 98 km des 120 km du tronçon prévu à charge de l'UE. L'enveloppe additionnelle de 7 000 000 EUR est proposée dans le cadre de la revue à mi-parcours afin de compléter le linéaire. Le tronçon routier contribue à la cohésion du territoire national, au développement économique et social du pays et le bien-être de la population, il constitue le lien économique principal avec le Sénégal (& pont de Rosso) et les pays côtiers de l'Afrique. »

1. CONTEXTE

1.1 Secteur/contexte régional/domaine thématique

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Cette partie demeure inchangée

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Cette partie demeure inchangée

1.1.3 Analyse des problèmes

La phrase suivante est ajoutée à la fin du point:

« La réhabilitation de la route Nouakchott-Rosso reste la priorité principale attendue de la coopération UE par les autorités mauritaniennes. Ce chantier, commencé sous le 10^e FED, a connu beaucoup de retards, en lien avec la résiliation du premier contrat de travaux. Le contrat de relance avec un nouvel entrepreneur a été signé en novembre 2017 et les travaux devraient commencer début 2018 (44 500 000 EUR). L'enveloppe disponible suite à la résiliation ne permettra de réaliser que 98 km des 120 km du tronçon prévu à charge de l'UE. L'enveloppe additionnelle de 7 000 000 EUR est proposée dans le cadre de la revue à mi-parcours afin de compléter le linéaire. Le tronçon routier contribue à la cohésion du territoire national, au développement économique et social du pays et le bien-être de la population, il constitue le lien économique principal avec le Sénégal (& pont de Rosso) et les pays côtiers de l'Afrique. »

2. RISQUES ET HYPOTHESES

La phrase suivante est ajoutée dans le premier tableau:

«

Composante N°4 Appui à la relance des travaux de réhabilitation de la route Nouakchott Rosso		
Risques de retard habituels dans la mise en œuvre du marché de travaux	M	Equipe de coordination de projet renforcée par une assistance à la maîtrise d'ouvrage en plus de la mission du contrôle et du cabinet d'audit technique

»

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

3.1.1 Pour l'appui à l'ON et la FCT

Cette partie demeure inchangée.

3.1.2. Pour l'appui à la gestion des Finances Publiques

Cette partie demeure inchangée.

Un point 3.1.3 est ajouté:

« 3.1.3. Pour les travaux de réhabilitation de la route Nouakchott Rosso

Suite à la résiliation pour défaut d'exécution du marché de travaux signé en 2013, les fonds reconstitués sur la décision du projet de réhabilitation Nouakchott-Rosso (décision du PIN 10^e FED) se sont avérés insuffisants pour couvrir à la fois la longueur totale de 145 km du linéaire à réhabiliter, les prestations de contrôle et de surveillance des travaux et la constitution d'une provision pour la révision des prix. Ainsi, dans le cadre de la relance du projet routier Nouakchott-Rosso, le FED prend en charge: a) Sur les ressources du PIN 10^e FED : le financement du contrat de travaux signé en octobre 2017 avec SOGEA SATOM pour un montant de 44 511 411,78 EUR pour un linéaire de 98 km; b) Sur les ressources du PIN 11^e FED : le financement du marché de service pour le contrôle et la surveillance signé en mars 2018 pour un montant de 1 994 328 EUR; c) Sur les ressources du PIN 11^e FED : le financement du contrat de travaux pour un linéaire de 22 km que permettra l'achèvement du tronçon total de la route. »

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Le paragraphe suivant est ajouté à la fin du point:

« Concernant les travaux de réhabilitation de la route Nouakchott Rosso. En termes de complémentarité avec les interventions de l'UE prévues dans le cadre du PIN 11^e FED, il s'agit de renforcer les interventions de l'UE en matière d'infrastructures du 10^e e FED en cours d'exécution avec la plus grande efficacité dans la réalisation des travaux, à travers la mise à disposition d'une infrastructure de soutien à la croissance, ce qui au-delà de l'appui à fournir à l'ON, rend la modification envisagée parfaitement conforme avec l'objectif du PAMO FED 11. Ce tronçon de route avec la future construction du pont de Rosso, financé par le PIR 11^e FED, la BEI et la BAD, permettra d'améliorer le corridor international Tanger – Lagos et une amélioration substantielle de l'intégration sous régionale. »

3.3 Questions transversales et autres

Cette partie demeure inchangée

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats et options

Renforcer la bonne gouvernance en Mauritanie pour contribuer aux objectifs de développement.

Le point 4.1.1 est remplacé par le texte suivant:

« 4.1.1 Composante C.1 : Appui à l'Ordonnateur national

Les fonctions actuelles de la cellule d'appui à l'ordonnateur national (CAON) seront essentiellement conservées avec un renforcement des capacités au profit des services des ministères sectoriels concernés par les financements FED ; les différents ministères techniques vont recevoir les services pour maîtriser les instruments de coopération communautaire et pour participer pleinement aux différentes phases du cycle de projet.

Le dispositif d'information et de communication, notamment pour la coordination interministérielle, doit également être repensé, y compris en ce qui concerne le renforcement du suivi/évaluation des projets, la formation et l'encadrement des agents des ministères techniques dans la mise en œuvre du FED. Par ailleurs, le contenu des postes des gestionnaires opérationnels devra s'orienter principalement vers le pilotage, la mise en œuvre et le suivi des projets qui ne sont pas directement gérés par les ministères ainsi que vers le suivi des questions transversales (environnement, développement économique, bonne gouvernance, société civile et genre).

Objectif global:

Contribuer à augmenter les capacités de l'administration mauritanienne à assumer les fonctions de gestion de l'aide au développement afin de maximiser l'efficacité des fonds des bailleurs pour atteindre objectifs des politiques de lutte contre la pauvreté.

Objectifs spécifiques:

OS.C.1.1 Améliorer la capacité de la cellule d'appui à l'ordonnateur national (CAON) à suivre la mise en œuvre des projets FED et augmenter l'efficacité de la visibilité de la coopération UE – Mauritanie.

OS.C.1.2 Développer progressivement les services de l'ON dans leur ensemble tout en amorçant les étapes vers l'internalisation et l'appropriation de l'aide de l'UE par les services gouvernementaux.

OS.C.1.3 Renforcer les capacités des ministères techniques et régaliens, bénéficiaires, maîtres d'ouvrage et d'œuvre des programmes et projets FED, à assumer le rôle de pilotage et mise en œuvre des activités sous financement FED.

Résultats attendus:

R 1.1) Tous les actes propres à la fonction de l'ON² et relatifs à toutes les phases de la gestion du cycle de projet FED sont accomplis.

R 1.2) *Le résultat n'est plus d'application suite à l'absorption des activités de la phase 2 par la phase 1 suite au changement de mise en œuvre opérationnelle.*

R 1.3) Un noyau de cadres permanents des ministères techniques impliqués dans le processus FED est recruté, formé, outillé et apte à assurer la mise en œuvre de leurs programmes respectifs.

R 1.4) L'adéquation et la complémentarité du système de l'ON avec la stratégie nationale de coordination des aides est assurée. »

4.1.2 Composante C.2 : Facilité de Coopération Technique

Cette partie demeure inchangée

4.1.3 Composante C.3 : Appui à la gestion des finances publiques

Cette partie demeure inchangée

² Décrit dans la Convention de partenariat entre l'UE et les pays ACP (Convention de Lomé).

Le point suivant est ajouté:

« 4.1.4 . Composante C.4 : Appui à la relance des travaux de réhabilitation de la route Nouakchott-Rosso

Objectif global : Contribuer à l'exécution de la stratégie du gouvernement mauritanien dans le développement des infrastructures de soutien à la croissance et d'intégration économique régionale

Objectif spécifique (OSC4) : Appuyer la consolidation du développement économique de la région du Trarza et la promotion des échanges sous-régionaux par la finalisation de la réhabilitation de la route Nouakchott- Rosso

Résultats attendus :

R 4.1) Route entièrement réhabilitée et fonctionnelle.

R 4.2) Accès en temps réduit dans les zones agricoles et pastorales

R 4.3) Réduction du nombre d'accidents. »

4.2 ACTIVITÉS PRINCIPALES

Les points 4.2.1 et 4.2.2 sont remplacés par le texte du point 4.2.1 suivant:

« 4.2.1 Composante C.1.1 : Appui à l'Ordonnateur national

Activités relatives au R.1.1 :

- Élaboration des termes de référence et le recrutement d'une assistance technique en appui à l'ON : dans un premier temps, cette assistance sera comparable à l'assistance technique long terme sous le PAMO 10^e FED.
- Encadrement de missions d'assistance technique concernant l'identification, la formulation et la mise en œuvre de projets et programmes. ;
- Consolidation des mécanismes de planification et de suivi-évaluation interne des différents programmes et projets et la mobilisation de missions d'évaluation ;
- Vérification des documents contractuels et financiers préparés par les gestionnaires des programmes et projets, avec des appuis en amont auprès de ces gestionnaires ;
- Élaboration et mise en place d'un cadre d'incitation pour le personnel, basé sur les performances et avec des évaluations annuelles avec participation de la délégation de l'UE.

Activités relatives au R.1.2 :

Voir supra, n'est plus d'application.

Activités relatives au R.1.3 :

- Identification des cadres et agents des ministères techniques aptes et disponibles à assumer les fonctions décentralisées, ainsi que le cadre de leur engagement (statut, conditions de travail, suivi des performances etc.) ;
- Étude des besoins en matière de formation avec identification des cibles de la formation, énumération des processus et domaines à renforcer, cartographie des compétences requises, bilan des compétences et besoins en formation et élaboration d'un plan de formation avec chronogramme, budget requis ainsi que les modalités de mise en œuvre (coaching, formation locale, formation à l'étranger), etc.

Activités relatives au R.1.4 :

- Renforcement du système de gestion de l'information sur l'aide de l'UE et son internationalisation auprès des différents acteurs nationaux et internationaux impliqués dans la gestion de l'aide en Mauritanie
- Amélioration du mécanisme de collecte, de partage et de dissémination de l'information au sein des instances de coordination des partenaires
- Analyse de l'impact du soutien des partenaires sur l'exécution de la SCAPP et l'appui au gouvernement à la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et les déclarations qui en découlent (Accra, Busan, Dili, ...). »

4.2.2 Composante C.2 : Facilité de Coopération Technique

Le point 4.2.3. devient 4.2.2 et le texte de cette partie demeure inchangé.

4.2.3 Composante C.3 : Appui à la gestion des finances publiques

Le point 4.2.4 devient 4.2.3 et le texte de cette partie demeure inchangé.

Le point suivant est ajouté:

« 4.2.4 Composante C4. : Appui à l'Appui à la relance des travaux de réhabilitation de la route Nouakchott-Rosso

De manière indicative, pour cette composante, les activités suivantes seront réalisées :

- Adaptation du DAO sur base du linéaire à finaliser
- Appui à la maîtrise d'ouvrage
- Préparation et signature d'un avenant au contrat en cours
- Exécution et suivi des travaux. »

4.3 LOGIQUE D'INTERVENTION

Cette partie demeure inchangée.

5. MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Cette partie demeure inchangée

5.2 Période indicative de mise en œuvre

Cette partie demeure inchangée

5.3 Mise en œuvre de la composante à l'appui budgétaire

Cette partie demeure inchangée

5.4 Modalités de mise en œuvre

Le paragraphe suivant est ajouté:

« Tant en gestion indirecte qu'en gestion directe, la Commission et le ou les partenaires en gestion indirecte veilleront au respect des règles et procédures appropriées de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours, le cas échéant, et à la conformité de l'action aux mesures restrictives³ affectant les pays de mise en œuvre concernés. »

5.4.1 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre

Cette partie demeure inchangée

5.4.2 Gestion indirecte avec la République Islamique de Mauritanie (RIM)

Cette partie demeure inchangée

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

Cette partie demeure inchangée

5.6 Budget indicatif

Le paragraphe suivant est changé par:

Libellé	Montant en EUR
5.4.1 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre	
Composante 3 : Appui à la gestion des finances publiques (Convention de délégation) avec Expertise France	4 000 000
5.4.2. Gestion indirecte avec le pays partenaire	
Composante 1 : Appui à l'Ordonnateur national	5 300 000
Appui au fonctionnement cellule FED (Devis programme)	3 700 000
Assistance technique (Contrats de service)	1 600 000
Composante 2 : Facilité de coopération technique (Études, assistance technique, conférences, séminaires, ateliers) (Contrats de service, fournitures)	3 900 000
Composante 4 : Appui à la relance des travaux de réhabilitation de la route Nouakchott-Rosso (Marché de travaux)	7 000 000
5.9 & 5.10 Suivi, évaluation, audit (Contrats de service ou devis programme)	250 000
5.11 Communication/Visibilité (Contrats de service, fournitures ou devis programme)	250 000
Imprévus	300 000
TOTAL	21 000 000

³ Les mesures restrictives de l'UE prévoient l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, entités non étatiques, personnes physiques ou morales et groupes. Elles sont publiées sur internet à l'adresse suivante http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures_en.pdf

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le texte de ce chapitre est remplacé par le texte suivant:

« S'agissant de l'action relative à la relance des travaux de réhabilitation de la route Nouakchott-Rosso, afin de garantir la continuité des prestations avec le marché en cours d'exécution et de réduire les coûts et le délai d'exécution des travaux, il est envisagé de recourir à un avenant au contrat en cours pour éviter également une nouvelle négociation et augmentation subséquente des prix. Un appui à la maîtrise d'ouvrage pourra aussi être prévu par marchés de service.

L'autorité adjudicatrice du marché de travaux est l'Ordonnateur national. Les fonctions de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée seront assurées respectivement par le Ministère de l'Équipement et Transports et la Direction Générale des Infrastructures et Transports (DGIT).

Composantes 1-2 :

Un seul niveau de suivi sera mis en place et il sera constitué par des comités de pilotage du (des) projets pour superviser et approuver l'orientation générale et la ligne d'action du projet. Des rencontres périodiques (revues de la coopération, réunions de suivi opérationnelles de la coopération) seront organisées également. .

Selon le décret N°029-2016 du 2 mars 2016, fixant les attributions du ministère de l'économie et des finances et l'organisation de l'administration centrale de son département, la CAON est rattachée à la direction générale des investissements publics et de la coopération économique (DGIPCE) du ministère. La CAON est chargée d'appuyer le ministre dans son rôle d'ordonnateur national du fonds européen de développement qui est de piloter, pour le compte du gouvernement, la programmation de l'intervention de l'Union Européenne et d'assurer entièrement ou conjointement avec la délégation de l'Union Européenne, la maîtrise d'ouvrage des programmes et projets FED. L'ordonnateur national est le garant de la bonne utilisation et de l'efficacité du fonds européens de développement.

Les définitions de fonction des cadres de la CAON ressortent des activités définies dans la section 4.2 (activités et calendrier d'exécution). En ce qui concerne le processus de sélection du personnel, un processus d'appel à candidature sera mis en places avec un processus de sélection basé sur les compétences avérées des candidats. Ceux-ci seront sélectionnés d'un commun accord par la CAON et la délégation de l'UE.

Composante 3 : Le pilotage de la composante 3 sera assuré par un comité de pilotage dans le cadre de la convention de délégation avec l'agence de l'État membre de l'UE. Le pilotage de l'intervention se fera en lien direct avec les instances de pilotage de la réforme, le Comité Interministériel d'orientation de la réforme (Niveau stratégique) et le Comité de Pilotage des réformes (CP/ Niveau opérationnel) comme présenté en appendice 2.

Composante 4 : Les mesures de pilotage et suivi prévues dans le contrat actuellement en cours pour les travaux (389 782) et pour la mission de contrôle (Cris 392 678) seront valables aussi dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 4. Les fonctions de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée seront assurées respectivement par le Ministère de l'Équipement et Transports et la Direction Générale des Infrastructures et Transports (DGIT). »

5.8 Suivi des résultats et rapports

Cette partie demeure inchangée.

5.9 Évaluation

Cette partie demeure inchangée.

5.10 Audit

Cette partie demeure inchangée.

5.11 Communication et visibilité

Cette partie demeure inchangée.

ANNEXE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

Le tableau est remplacé comme suit:

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et les lignes de base qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans modification de la décision de financement. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action : des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes), s'il y a lieu, et pour rendre compte des résultats obtenus, mesurés par rapport aux indicateurs.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Base	Cibles (y compris année de réf.)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global du programme :	Renforcer la bonne gouvernance en Mauritanie pour contribuer aux objectifs de développement.		Résultats Enquête sur le Pauvreté et les Conditions de Vie des ménages (EPCV) 2014, évaluation des CSLP et résultats selon les méthodologies d'experts UE/Banque mondiale	Selon le CSLP et successeurs ou études des experts DUE/Banque Mondiale	- Rapports et revues annuelles de mise en œuvre du CSLP et stratégies suivantes - Rapports de suivi du PIN - Rapports d'experts financés par l'UE sur l'évolution du seuil de pauvreté	- Situation politique, macroéconomique et sécuritaire stable - Cadre régulant la politique de ressources humaines et frais de fonctionnements financés par le programme agréée et mis en place
Composante 1: Appui aux services de l'Ordonnateur National						
Objectif global:	Contribuer à augmenter les capacités de l'administration mauritanienne à assumer les fonctions de gestion de l'aide au développement afin de maximiser l'efficacité des fonds des bailleurs pour atteindre objectifs des politiques de lutte contre la pauvreté.	Indicateurs extraits du CSLP, ainsi que ceux de la stratégie pays qui y succédera	Résultats Enquête sur le Pauvreté et les Conditions de Vie des ménages (EPCV) 2014, évaluation des CSLP et résultats selon les méthodologies d'experts UE/Banque mondiale	Selon le CSLP et successeurs ou études des experts DUE/Banque Mondiale	- Rapports et revues annuelles de mise en œuvre du CSLP et stratégies suivantes - Rapports de suivi du PIN - Rapports d'experts financés par l'UE sur l'évolution du seuil de pauvreté	- Situation politique, macroéconomique et sécuritaire stable - Cadre régulant la politique de ressources humaines et frais de fonctionnement financés par le programme agréée et mis en place - Convention Fiscale UE-Mauritanie opérationnelle
Objectif(s) spécifique(s):	Améliorer la capacité de la Cellule d'appui à l'Ordonnateur national (CAON) de suivre la mise en œuvre des projets FED et augmenter l'efficacité de la visibilité de la coopération UE – RIM	- Taux d'engagement des ressources FED - Taux d'exécution technique et financière des projets FED. - Etablissement d'une cellule de suivi des projets dans chaque ministère technique correspondant aux secteurs de concentration	Valeurs achevées lors du 10 ^{ème} FED	100 % d'engagement des ressources FED et 90 % d'exécution en 2020 Tous les ministères impliqués dans les	- Rapports/mémoires de mise en œuvre des projets FED; conclusions de la revue en fin de parcours du 11 ^{ème} FED -Rapports conjoints et	- Personnel adapté à la CAON et les cellules des ministères techniques - Les administrations bénéficiaires accordent

	Logique d'intervention	Indicateurs	Base	Cibles (y compris année de réf.)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	<p>Développer progressivement des services de l'ON dans leur ensemble tout en amorçant les étapes vers l'internalisation et l'appropriation de l'aide communautaire par les services gouvernementaux.</p> <p>Renforcer les capacités des ministères techniques et régaliens, bénéficiaires, maîtres d'ouvrage et d'œuvre des programmes et projets FED, à assumer le rôle de pilotage et mise en œuvre des activités sous financement FED.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Délais moyens de décaissement sur ressources engagées - Délai de clôture des engagements contractuels échus (respectés à 80 % en année 1, et à 90 % ensuite) - Indicateurs de gouvernance du PIN/Appui Budgétaire - Nombre de formations, visite d'études, séminaires, formation par les pairs pour la CAON et ministères techniques 	<p>Selon le calendrier et rapport de formations sous le PAMO 10ème FED</p>	<p>projets FED ont des cellules appropriés 2018 (3 secteurs de concentration 11^{ème} FED)</p> <p>Minimum de 2 formations par an par agent de la CAON ou des cellules dans les ministères techniques</p>	<p>revues mi-parcours et finales.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapports de la CAON - Rapports ROM - Rapports évaluation/audit 	<p>la priorité nécessaire à la bonne exécution des actions programmées</p>
Produits	<p>Tous les actes propres à la fonction de l'ON et relatifs à toutes les phases de la gestion du cycle de projet FED sont accomplis.</p> <p>Un noyau de cadres permanents des ministères techniques impliqués dans le processus FED est recruté, formé, outillé et apte à assurer la mise en œuvre de leurs programmes respectifs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'activités dont la mise en œuvre a été lancée/ achevée - Délai de traitement des dossiers auprès de l'ON - Niveau des engagements primaires, secondaires et niveau des paiements - Respect des chronogrammes de travail définis entre l'ON et la DUE - Taux d'exécution technique et financière des projets FED. - Etude "Analyse institutionnelle" (AI) du dispositif de gestion et d'ordonnement des fonds européens en Mauritanie effectuée - Nombre de documents d'identification et formulation pour lesquels les ministères techniques ont été les principaux rédacteurs (sans consultants externes) - Plan de formation élaboré, mise en œuvre et suivi 	<p>Valeurs achevées lors du 10^{ème} FED</p>	<p>Selon l'activité:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux d'exécution de 98 % en 2020 - Architecture du système formalisé, (2017) - Agents des ministères techniques recrutés à 100 % (2017) - Besoins en outillage identifiés (2017) - Mise en œuvre du plan de formation 2017-2020 - 50 % des documents sont essentiellement rédigés par la partie mauritanienne. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports/mémoires périodiques de mise en œuvre des projets. - Rapports conjoints et revues mi-parcours et finales. - Etudes, rapports - Plan de formation - Protocole d'accord EU-Mauritanie sur les conditions d'engagement - DAO préparés si nécessaire - PV des formations 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi systématique et régulier de la performance - Appui d'Assistance Technique approprié, si nécessaire - Application du système de gestion axée sur les résultats - Conclusions/ recommandations de l'AI appliquées - Conditions d'engagement des cadres définies et appliquées - Bonne collaboration des acteurs et ministères concernés
	<p>L'adéquation et la complémentarité du Système de l'ON avec la stratégie nationale de coordination des aides est assurée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration des données concernant le FED par la CAON dans le DAD (Base de données d'assistance au développement) - Elaboration d'un mécanisme de collecte, de partage et de dissémination de l'information au sein des instances de coordination des partenaires - Analyse de l'impact du soutien des partenaires sur l'exécution du CSLP et l'appui au gouvernement à la mise en œuvre des déclarations sur l'efficacité de l'aide 	<p>Intégration des données aléatoire (moins d'une fois par an)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - DAD mis à jour tous les trimestres- 2016 par la CAON - Rapports d'activité EU-Mauritanie mensuels (2016) 	<ul style="list-style-type: none"> - Tableaux statistiques de suivi de l'aide - PV des réunions - Etudes macroéconomiques 	<ul style="list-style-type: none"> - DAD maintenu comme outil de gestion de l'information
	Composante 2: Facilité de Coopération Technique					

	Logique d'intervention	Indicateurs	Base	Cibles (y compris année de réf.)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global:	Contribuer à l'exécution de la stratégie de développement du gouvernement de la Mauritanie par le biais des programmes de développement financés par le FED.	Indicateurs extraits du CSLP et stratégie suivante, liés aux projets et programmes FED en cours	Rapports de suivi du CSLP 2015 et stratégie suivante	Objectives du CSLP et stratégie suivante	Rapports de suivi CSLP et de la stratégie suivante Rapports de suivi du PIN	Stabilité politique, sociale et juridique du pays Volonté politique de mettre en œuvre le programme de coopération Qualité de collaboration entre les services de l'ON, les ministères techniques, la société civile et la DUE
Objectif(s) spécifique(s):	Renforcer la qualité des interventions de l'UE financées à travers les 10ème et 11ème FED et autres programmes	- Taux d'exécution technique et financière des projets FED.	Valeurs achevés lors du 10 ^{ème} FED	100 % en 2020	Rapports de mise en œuvre des projets FED Rapports conjoints et revues mi-parcours et finales.	Bonne collaboration des acteurs Les Ministères techniques sont efficaces dans la mise en œuvre des projets FED
Produits	<ul style="list-style-type: none"> - Des études visant à contribuer à l'élaboration des documents requis au cours des différentes phases du cycle du projet, ainsi que des études diagnostiques ou exploratoires dans des domaines liés au développement et à la mise en œuvre des politiques de l'UE en Mauritanie - Une meilleure connaissance des enjeux de l'aide et des problématiques du développement de la part du personnel de l'administration mauritanienne et autres parties prenantes de l'aide (acteurs non étatiques notamment). - Une visibilité et compréhension accrue de l'action de l'UE en Mauritanie 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'études réalisées (total) - Nombre de produits de visibilité et nombre de personnes touchées (estimation) - Nombre de langues locales dans lesquelles les produits de visibilité destinés aux mauritaniens sont publiés 	Valeurs achevés lors du 10 ^{ème} FED	- Tous les ministères impliqués dans les projets FED ont des cellules appropriées (2018)	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports périodiques de mise en œuvre des projets - Rapports conjoints et revues mi-parcours et finales. 	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel adapté à la CAON et les cellules des ministères techniques
Composante 3: Appui à la gestion des finances publiques						
Objectif global:	Renforcer le système de gestion de finances publiques pour une prestation efficace des services publics en faveur de la lutte contre la pauvreté.	Indicateurs du PEFA/CSLP et stratégie suivante	Résultats 2014 http://www.finances.gov.mr/documents/MINISTERE_DES_FINANCES/rapport_final_PEFA.pdf	Objectifs du Plan d'actions opérationnel et du CSLP/stratégie pays	Rapports de suivi CSLP et stratégie suivante	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité politique et sociale - Priorité accordée à la réforme de la gestion des finances publiques - Engagement des autorités pour assurer la gouvernance économique, financière et la transparence - Equipe de la CERFIP mobilisée et renforcée

	Logique d'intervention	Indicateurs	Base	Cibles (y compris année de réf.)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif(s) spécifique(s):	Renforcer le développement des capacités et des outils nécessaires à une bonne utilisation des moyens disponibles, au sein des services et des structures impliqués dans la gestion des finances publiques et le contrôle de l'action publique" Conformité du cadre juridique et comptable avec les nouvelles dispositions législatives.	- Taux d'exécution budgétaire - Absence/Réduction d'accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs sur la période de gestion courante - Taux de pression fiscale Entrée en vigueur des nouvelles dispositions législatives et comptables	Rapports d'exécution trimestriels Tableau d'équilibre budgétaire Publication sur le Journal Officiel	Objectifs du Plan d'actions opérationnel et du CSLP/stratégie suivante	Rapports FMI/PEFA et suivi du CSLP/Stratégie pays	- Volonté politique de réforme des finances publiques - Appropriation de la réforme par l'ensemble des acteurs - Engagement des PTF à soutenir les réformes
Produits	R 3.1) La mise en œuvre de la nouvelle LOLF est appuyée à travers la mise en place d'outils de travail adaptés et à travers le renforcement de capacités. R 3.2) Le système de mobilisation de ressources internes est appuyé et améliorée pour une meilleure prévisibilité budgétaire R 3.3) Les systèmes et les acteurs de contrôle interne (IGE, IGF ...) et externes (Cour des Comptes, Parlement, société civile, média, ...) sont renforcés afin d'en améliorer l'efficacité et optimiser leur rôle et mandat.	- Textes légaux adoptés et mis en œuvre - Recettes réelles par rapport aux recettes votées - Publication et diffusion des informations sur les finances publiques et les rapports de vérification des comptes - Rapports de vérification - Evolution des indicateurs PEFA 2014-2019 <i>NB: Les indicateurs de la composante 3 seront finalisés lors de la rédaction de la Convention de délégation afin de tenir compte des évolutions possibles d'ici là.</i>	Situation fin 2014	Objectifs du POR du Schéma Directeur de Réformes du Système de Gestion des Finances Publiques	Rapports de suivi POR Rapports d'exécution de l'État Membre	

Composante 4 : Appui à la relance des travaux de réhabilitation de la route Nouakchott-Rosso

	Logique d'intervention	Indicateurs	Base	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global	Contribuer à l'exécution de la stratégie du gouvernement mauritanien dans le développement des infrastructures de soutien à la croissance et d'intégration économique régionale	PIB/H Indicateurs de la SCAPP	Indicateurs de la SCAPP	Idéalement, à extraire de la stratégie du partenaire.	Rapports et revues annuelles de mise en œuvre de la SCAPP Rapports Évaluation et monitoring	Situation politique, macroéconomique et sécuritaire stable
Objectif spécifique	Appuyer la consolidation du développement économique de la région du Trarza et la promotion des échanges sous-régionaux par la finalisation de la réhabilitation de la route Nouakchott- Rosso	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du trafic routier national et international Réduction du temps de transport Réduction du nombre d'accidents 		Conformément à la stratégie infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> RAC Rapports de la CAON Rapports suivi budgétaire évaluation/audit Rapports ROM 	
Produits	<ul style="list-style-type: none"> Route entièrement réhabilitée et fonctionnelle Accès en temps réduit dans les zones agricoles et pastorales Réduction du nombre d'accidents 	<ul style="list-style-type: none"> degré de conformité entre le planning d'exécutions contractuel et le temps réellement mis en œuvre pour l'exécution des travaux 		.		